Hommage aux victimes de la répression du 17 octobre 1961

17 octobre 2026 — Discours d'Hélène Cillières, Maire de Bagneux

Monsieur le député,

Mesdames, Messieurs les élus,

Mesdames, Messieurs les représentants d'associations,

Mesdames, Messieurs,

Il y a tout juste 65 ans, une manifestation pacifique était organisée par le Front de libération nationale (FLN) dans Paris. 7 ans après le début d'une guerre qui taisait son nom, les Algériens de la capitale souhaitaient ainsi obtenir la levée du couvre-feu qui leur était imposé.

Ce soir-là, ils étaient des dizaines de milliers à défiler – surtout des hommes, souvent jeunes, mais aussi des familles avec quelques enfants, des adolescents aussi. La consigne intimée par les organisateurs de la manifestation était claire : ne pas porter d'armes.

Les cortèges ont ainsi convergé depuis les villes de banlieues où habitaient ces familles, dans des conditions souvent indignes, comme dans le bidon-ville de Nanterre.

Dès le Pont de Neuilly, la violence policière se déchaîne contre eux - ils sont reçus par des coups de matraque, mais aussi par des tirs à balle réelle. De nombreux corps sont jetés dans la Seine.

Le même scenario se reproduit partout dans la capitale, sur les grands boulevards puis au Pont Saint-Michel.

Celui qui est à la manœuvre, c'est le Préfet de police de Paris, Maurice Papon.

Son nom est de sinistre mémoire à deux titres. Il a été secrétaire général de la préfecture de Gironde pendant l'occupation nazie. Il y a fait preuve de beaucoup de zèle pour faire déporter des juifs et notamment de nombreux enfants. Ces faits-là ne sont pas encore jugés

en 1961, mais ceux qui l'ont nommé à la tête de la Préfecture de police de Paris en étaient parfaitement au courant.

Il s'est également illustré comme Préfet de Constantine, en mettant en place un système de répression des Algériens insurgés, basé sur la torture systématique et les exécutions sommaires.

Au soir du 17 octobre, 11000 manifestants, souvent blessés grièvement, sont arrêtés et parqués au parc des sports de la porte de Versailles, pendant une semaine. La journée qui visait à protester contre des violences racistes à l'encontre des Algériens se termine donc en bain de sang.

La politique colonialiste de la France s'importe ainsi sur le territoire métropolitain.

Ce qui mettra longtemps à être connu, c'est l'ampleur réelle du bilan humain de cette séquence de répression. La presse, elle, même censurée, met tout de suite en doute la version officielle qui ose évoquer quelques blessés et 2 morts parmi les manifestants.

Quelques jours plus tard, le 31 octobre, une réunion du FLN sud parisien s'est tenue ici à Bagneux, square Montesquieu, pour tirer le bilan des massacres commis. La réunion a été brutalement interrompue par des policiers et ses participants ont dû fuir à travers les rues de la ville pour leur échapper. C'est ce qui a motivé la création de la plaque mémorielle à cet endroit, au plus près des événements, en octobre 2011.

Il a fallu l'obstination de journalistes et d'historiens, comme Marcel Trillat, Jean-Luc Einaudi et bien d'autres, pour que peu à peu la vérité jaillisse et qu'on sache vraiment ce qui s'est passé ce soir-là. Il faut, je crois, les en remercier.

Le bilan, difficile à évaluer avec toute la précision souhaitée est de plus de onze mille arrestations, je le rappelais, et surtout 300 morts, dont la jeune Fatima Bedar, 15 ans, collégienne de Stains. Pendant des jours, des semaines, des familles sont restées sans nouvelles de leurs proches disparus.

C'est dire si je partage l'appel renouvelé d'élus et de personnalités pour que le 17 octobre 1961 soit reconnu comme un crime d'Etat.

Je suis fière que notre Ville ait fait le choix de dénommer la rue derrière nous « rue du 17 octobre 1961 », comme rappel de notre histoire et comme nécessité pour construire un avenir commun.

C’est aussi une manière pour nous de promouvoir des relations fondées sur la coopération entre la France et l’Algérie, tout autant que de soutenir les aspirations à la démocratie exprimées très largement dans ce pays qui nous est si proche.

Je souhaite que cela se traduise aussi par une détermination à combattre le racisme et les discriminations que subissent trop souvent les enfants et petits-enfants des manifestants du 17 octobre.

C’est le message que portait avec force le grand philosophe Jean-Pierre Vernant, que je reprends volontiers :

« Pour être soi, il faut se projeter vers ce qui est étranger, se prolonger dans et par lui.

Demeurer enclos dans son identité, c’est se perdre et cesser d’être.

On se connaît, on se construit par le contact, l’échange, le commerce avec l’autre.

Entre les rives du même et de l’autre, l’Homme est un pont. »

Je vous remercie.